

[Texte]

and it is not difficult to handle in listing them. First is the private pension industry today in Canada. It is a \$70 billion dollar industry, roughly. Then there is the CPP. The CPP is a \$22 billion going on \$25 billion dollar business, this time with the provinces; plus the Quebec RRQ is \$8 billion to \$10 billion, and that is it. Then you have the private savings of people. But then, anybody can ascribe any figure to that.

So that is the size of the business today, public and private, and half the Canadians are not covered. By the way, I should go back to only one figure. The \$70 billion of private plans today covers roughly a small half of the Canadian workers, and we want to cover the others and make a few corrections to the existing plans here and there. So it gives a very rough order of magnitude of what we are talking about.

So the question is: Who will best recycle that money for Canadians? Well, it is in a way a theoretical question. That is what I said should be addressed by the committee and discussed with groups, pushing on that issue. Look, in 1966, when there was the big historical compromise struck by Robarts and Lesage, who did the famous compromise that permitted the CPP and RRQ to get off the ground, I think the feds... I was not there, but I think the feds thought they would have the pot of money, and the historical compromise is that the provinces would have the pot of money.

• 1725

That is what is happening. It is on loan to the provinces at the minimal rate, or at a lower interest rate than the market would give us. It was a good compromise because it was at the time of the baby boom and all the provinces needed infrastructures. So where is the money now of the CPP? It is against roads, hospitals, schools and whatnot. It is not lost; it is excellent. So, you have to ask here today: In today's Canada, or tomorrow's Canada, in the near future, what agent will best recycle the money? We have heard often that venture capital is needed in Canada, for example; so if it is a mix of saying to good existing plans, continue to function, and to those who do not have a plan, let us enrol into a new scheme, a public new scheme *à la* CPP, well, I suppose the CPP money will continue to stay with the provinces. Maybe the new fund could be recycled to the private sector economy; maybe it could be risk capital lent to business people in the country. That is what I would call being innovative in deciding who will best recycle the money in the 1980s for Canadians.

The Chairman: Can you hold on that? We are going to be short of time because of the vote. Could I have it then in this order, Miss MacDonald and Mr. Weatherhead?

[Traduction]

pas difficile pourtant d'arriver à une liste des éléments de référence. En premier lieu, à l'heure actuelle, le secteur privé des pensions au Canada représente grosso modo 70 milliards de dollars. En deuxième lieu, il y a le RPC qui représente entre 22 et 25 milliards de dollars, conjointement avec les provinces. Il y a enfin la Régie des rentes du Québec qui totalise de 8 à 10 milliards de dollars, et voilà tout. À cela, il faut ajouter l'épargne privée, mais à ce dernier titre, n'importe qui peut avancer n'importe quel chiffre.

Voilà donc l'envergure du secteur des pensions à l'heure actuelle, dans le domaine public, dans le domaine privé, et sans oublier que la moitié des Canadiens ne sont pas couverts. Incidemment, il y a un chiffre sur lequel je devrais revenir. Le total de 70 milliards de dollars valant pour les régimes privés assure grosso modo une petite moitié des travailleurs du Canada, et nous voulons faire en sorte que l'autre moitié soit également couverte, quitte à apporter quelques rectificatifs ici et là aux régimes existants. Voilà donc qui vous donne un ordre de grandeur très approximatif du secteur dont nous parlons.

La question donc revient à ceci: qui sera le mieux en mesure de recycler cet argent pour les Canadiens? Dans un certain sens, c'est une question théorique. Comme je le disais, ce serait au Comité à en discuter avec les groupes intéressés pour approfondir la question. En 1966 déjà, lorsque Robarts et Lesage en étaient arrivés à ce fameux compromis qui devait déboucher sur le lancement du RPC et de la RRQ, les fédéraux... Je n'étais pas là, mais j'imagine que les fédéraux étaient persuadés que c'était eux qui tiendraient la caisse, alors qu'en fin de compte, le fameux compromis devait la concéder aux provinces.

C'est ce qui se passe. C'est de l'argent prêté aux provinces à bas taux, ou à des taux inférieurs au taux du marché. C'était un bon compromis, car c'était à l'époque de l'explosion démographique et toutes les provinces avaient besoin d'infrastructures. Où est à l'heure actuelle l'argent du R.P.C.? Il a servi à construire des routes, des hôpitaux, des écoles etc. Cet argent n'est pas perdu, il est investi et bien placé. En conséquence, vous devez vous poser aujourd'hui la question suivante: Dans le Canada d'aujourd'hui ou dans le Canada de demain, bientôt, comment pourra-t-on au mieux recycler l'argent? On nous a souvent dit, par exemple, que le Canada avait besoin de capitaux à risques; donc, les régimes en vigueur qui ont donné de bons résultats devraient continuer; quant aux personnes qui ne cotisent pas un régime de retraite, encourageons-les à cotiser à un nouveau régime, un nouveau régime public comme le R.P.C., je pense que les fonds du régime de pension du Canada ne bougeront pas des provinces. Ce nouveau fonds pourrait être recyclé dans le secteur privé, il pourrait être prêté aux milieux d'affaires sous forme de capitaux à risques aussi. Pour moi, c'est faire preuve d'innovation en déterminant qui est le plus à même de recycler les fonds dans les années 80 pour tous les Canadiens.

Le président: Est-ce que vous pouvez attendre un peu? Nous allons être à court de temps à cause du vote à la Chambre. Les